

Albanie : grave crise interne Ã la veille d'un Sommet europÃ©en d'Ã©cisif

Description

Ã deux mois d'un Sommet europÃ©en (20-21 juin 2019) qui pourrait Ãatre d'Ã©cisif pour le lancement des nÃ©gociations d'adhÃ©sion du pays Ã l'UE, l'Albanie est en proie Ã un mouvement de contestation initiÃ© par l'opposition dÃ©mocrate et dirigÃ© contre le gouvernement et le Parlement.

L'Albanie, qui a obtenu en 2014 le statut de candidat Ã l'Union europÃ©enne, attend depuis impatientement le feu vert de Bruxelles pour dÃ©buter les nÃ©gociations d'adhÃ©sion. Face Ã un Ã©tat pressÃ© d'aller de l'avant, l'UE, elle-mÃªme en prise Ã la crise des migrants et Ã la montÃ©e de l'euroscpticisme, n'a eu de cesse depuis bientÃ´t cinq ans de l'encourager Ã poursuivre ses rÃ©formes le plus efficacement possible, lui laissant entrevoir, Ã comme aux autres pays de la rÃ©gion, un aboutissement possiblement favorable.



Jusqu'Ã©ciment, ce rappel de l'objectif communautaire ainsi que la mÃ©diation europÃ©enne avaient suffi Ã calmer les ardeurs des partis albanais lorsque des tensions politiques et des crises institutionnelles Ãtaient apparues dans le pays. Mais, depuis quelques mois, la diplomatie de Bruxelles ne semble plus aussi efficace face Ã l'opposition exaspÃ©e.

Les raisons de la colÃ¨re

Le mouvement social, conduit par l'alliance des formations de l'opposition (le Parti dÃ©mocrate de Lulzim Basha et le Mouvement socialiste pour l'intÃ©gration de Monika Kryemadhi) accusent le Premier ministre socialiste Edi Rama de corruption et de liens avec les milieux criminels. Ils exigent donc la dÃ©mission du chef du gouvernement et la formation d'une nouvelle Ã©quipe dirigeante.

À de nombreuses reprises en effet, des proches du Premier ministre et de son parti se sont trouvés impliqués dans des scandales politiques : l'ancien ministre de l'Intérieur, Saimir Tahiri, est ainsi suspecté d'être impliqué dans une affaire de trafic de drogue et de corruption entre l'Albanie et l'Italie et devrait être jugé prochainement⁽¹⁾ ; des écoutes téléphoniques et des documents sont actuellement entre les mains des instances judiciaires albanaises, mettant en évidence l'implication du milieu du crime organisé dans l'achat de votes lors des élections législatives de 2017 à Durrës, Kavajë, Lezhë et Dibra. Certaines de ces écoutes impliqueraient en particulier Vangjush Dako, maire de la ville Durrës⁽²⁾.

Accusant le Premier ministre d'être lui aussi impliqué dans le trafic de drogue, des députés de l'opposition, membres du Parti démocrate et du Mouvement socialiste pour l'intégration, ont décidé depuis février 2019 de boycotter les séances parlementaires, allant jusqu'à renoncer à leur mandat de députés⁽³⁾ : sur les 43 députés du Parti démocrate, 41 ont ainsi décidé de renoncer à leur mandat suite à l'appel général du chef du parti, Lulzim Basha.

Paralysant le fonctionnement institutionnel albanais, les partis d'opposition ont en outre lancé des appels à manifester. C'est ainsi que, le 16 mars, une foule a tenté de prendre d'assaut le Parlement albanais, et qu'un manifestant et un policier ont été blessés à cette occasion⁽⁴⁾. Un mois auparavant, le 16 février, les manifestants s'étaient rendus devant la Primature, siège du Premier ministre, et avaient tenté d'y pénétrer par la force. La manifestation avait fait six blessés⁽⁵⁾.

Une opposition opportuniste et en perte de vitesse

Le parti de L. Basha et ses alliés du Mouvement socialiste pour l'intégration sont devenus des formations peu crédibles pour les citoyens albanais, et c'est plus par désespoir que par réelle conviction que des citoyens se sont joints aux manifestations, dans un pays fortement polarisé depuis la chute du communisme en 1990.

Après avoir gouverné aux côtés du Parti démocrate (2009-2013), le Mouvement socialiste pour l'intégration s'est maintenu au pouvoir aux côtés des socialistes d'E. Rama (2013-2017). Puis il s'est retrouvé dans l'opposition après que ce dernier ait jugé, lors des élections législatives de 2017, ne plus avoir besoin de son ancien allié. Lors de ce scrutin, le Parti démocrate de L. Basha a lui aussi subi une grave défaite, ne remportant que 43 des 140 sièges que compte le Parlement (le PS, lui, a obtenu 74 sièges à cette occasion)⁽⁶⁾. Lulzim Basha est ressorti affaibli de cet épisode, et contesté jusque dans les rangs de sa propre formation : on lui a reproché une mauvaise campagne mais aussi le fait que, au pouvoir de 2005 à 2013, le Parti démocrate n'ait pas contribué au mieux-être des Albanais.

Aujourd'hui, il ne lui reste comme perspective que de s'efforcer tant bien que mal de récupérer la frustration d'une population insatisfaite et galemment de la politique des socialistes en l'invitant à prendre la rue. Mais ses appels à la violence lui valent aussi de vives critiques de la part, notamment, des partenaires occidentaux présents en Albanie.

À

Lâ??Europe et le choix du Â«Â moins pireÂ Â»

DÃ“s lors, ces derniers tendent Ã trouver en EdiÂ Rama un interlocuteur beaucoup plus audible et rassurant. En effet, malgrÃ© lâ??instabilitÃ© institutionnelle dans laquelle est plongÃ©e lâ??Albanie, celui-ci fait preuve dâ??une sÃ©rÃ©nitÃ© remarquable.

Peu importe si ont lieu des dÃ©bordements peu en phase avec ce quâ??on pourrait attendre de partis politiques dans un pays qui prÃ©tend intÃ©grer lâ??UEÂ : câ??est ainsi quâ??en dÃ©cembreÂ 2017, la chef de file du Mouvement pour lâ??intÃ©gration, MonikaÂ Kryemadhi, avait lancÃ© une de ses chaussures sur le Premier ministre en plein sÃ©ance parlementaire. Câ??est ainsi aussi quâ??en fÃ©vrierÂ 2019, un dÃ©putÃ© de lâ??opposition dÃ©mocrate, EdiÂ Paloka, lui a jetÃ© de lâ??encre, lÃ© encore en pleine sÃ©ance parlementaire. Imperturbable, lors dâ??une des manifestations organisÃ©es en mars par lâ??opposition, E.Â Rama sâ??est rendu en Italie et a accordÃ© un entretien tÃ©lÃ©visÃ© lui offrant lâ??opportunitÃ© de dÃ©fendre lâ??image du pays, selon lui mise Â mal par le comportement inappropriÃ© de lâ??opposition.

Sâ??il fait donc bonne figure aux yeux des occidentaux, E.Â Rama se plaÃ©t dans le mÃªme temps Â semer la zizanie au sein des partis dâ??opposition. Il a par exemple rappelÃ© en mars au Parlement que la rÃ©glementation Ã©lectorale albanaise permet, dans le cas dâ??une vacance de mandat parlementaire par un dÃ©putÃ©, de cÃ©der automatiquement le siÃ©ge vide Â celui qui Ã©tait deuxiÃªme sur les listes Ã©lectoralesÂ : occasion de voir dâ??anciens candidats aux lÃ©gislatives deÂ 2017 accepter le mandat et se faire montrer du doigt et qualifiÃ©s de traÃ©tres par leur propre parti. La porte-parole de la Commission europÃ©enne, MajaÂ KocijanÃ©iÂ, a elle aussi critiquÃ© cette pratique, quâ??elle juge nuisible au fonctionnement de la dÃ©mocratie.

Il nâ??empÃªcheÂ : EdiÂ Rama est devenu lâ??interlocuteur prÃ©fÃ©rÃ© de Bruxelles et des Occidentaux, et il le sait. Câ??est sans doute ce qui renforce son assurance et lui permet dâ??afficher cette sÃ©rÃ©nitÃ©. Bien que Bruxelles se dise neutre, E.Â Rama apparaÃ©t actuellement comme le seul interlocuteur albanais valable qui sâ??offre Â lâ??Europe. Lâ??UE joue donc la carte de la Â«Â stabilotieÂ Â», lâ??expression dÃ©signant la tendance Â privilÃ©gier la stabilitÃ© de la rÃ©gion des Balkans occidentaux en soutenant de supposÃ©s hommes forts, quitte Â sacrifier la dÃ©mocratie. Ce nâ??est pas la premiÃªre fois que Bruxelles, au nom de la stabilitÃ© et de la coopÃ©ration rÃ©gionale dans les Balkans, prÃ©fÃ©re fermer les yeux sur les affaires de corruption et les dÃ©rives autoritaires de certains partenaires.

Une dÃ©sillusion europÃ©enne, au-delÃ des frontiÃ©res de lâ??AlbanieÂ ?

La posture de lâ??UE nâ??est pas sans risque. Alors que, jusque rÃ©cemment, la voix de lâ??Europe suffisait Ã apaiser les tensions, câ??est de moins en moins le cas aujourdâ??hui. Izmirâ Ulqinaku, ancienne dÃ©putÃ©e dÃ©mocrate ayant rÃ©cemment dÃ©missionnÃ© de son mandat, a par exemple reprochÃ© Â lâ??Union de ne pas rÃ©agir face Â«Â Â la corruption et au crimeÂ Â»Â mais aussi face Â ce quâ??elle qualifie de Â«Â Â politique autocratique du Premier ministreÂ Â».

Depuis l'annonce de la candidature européenne de l'Albanie en 2014, une fatigue se fait sentir alors que beaucoup d'Albanais ne comprennent pas le mutisme de Bruxelles concernant les pratiques autoritaires et corrompues de leurs dirigeants. Ils observent en outre l'impuissance de l'Union européenne à l'égard d'autres pratiques problématiques dans la région, parfois même au sein de l'Union : ils ont suivi avec intérêt la fuite de l'ancien Premier ministre macédonien Nikola Gruevski vers la Hongrie, mais aussi les accusations de corruption portées à l'encontre du Président bulgare Boiko Borissov, ou la suspension temporaire du Fidesz, le parti du Premier ministre hongrois Viktor Orbán, des rangs du PPE alors que le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, plaide pour une exclusion définitive!

Plus inquiétant encore, on constate que le mouvement de contestation observé actuellement en Albanie semble s'inscrire dans un processus plus large, régional. Le Monténégro et la Serbie, en particulier, connaissent eux aussi des tendances protestataires qui se traduisent également par le refus de députés de l'opposition de retourner siéger au Parlement. Si d'illusion européenne il y a dans la région, Bruxelles devrait analyser en profondeur, pour comprendre pourquoi l'UE n'apparaît plus comme une priorité pour ces pays.

À

Notes :

- (1) « Merret vendimi, Saimir Tahiri do të gjykohej te Krimet e Renda », *Balkanweb*, 26 mars 2019.
- (2) « Për gjimet zbulojnë rolin e krimit të organizuar në blerjen e votave », *Shqipëria*, *Zëri i Amerikës*, 30 janvier 2019.
- (3) Gjergj Erebara, « Party rebels undermine opposition boycott of Albanian Parliament », *Balkan Insight*, 13 mars 2019.
- (4) Gjergj Erebara, « Albania opposition supporters clash with police during protest », *Balkan Insight*, 16 mars 2019.
- (5) Daniel Bellamy, « Protesters attack Albanian prime minister's office, demand he resigns », *Euronews*, 16 février 2019.
- (6) [Site Internet du Parlement albanais](#).

Vignette : Un manifestant brandissant une pancarte lors de la manifestation du 16 mars 2019 (Source : Site internet du Parti démocrate).

* Jasha MENZEL est spécialiste des Balkans occidentaux.



[Retour en haut de page](#)

date crée

15/04/2019

Champs de Méta

Auteur-article : Jasha MENZEL *